

« Le marché libre corrode-t-il le caractère moral ? »

Un débat entre :

Jagdish Bhagwati, John Gray, Garry Kasparov, Quianlin He,
Michael Waltzer, Michael Novak, Bernard-Henri Levy,
Kay S. Hymowitz, Tyler Cowen, Robert B. Reich,
Ayaan Hirsi Ali, John C. Bogle et Rick Santorum



UnMondeLibre

Droits individuels, liberté économique, paix

JOHN TEMPLETON FOUNDATION
SUPPORTING SCIENCE ~ INVESTING IN THE BIG QUESTIONS



Jagdish BHAGWATI

« Au contraire. »

Je peux témoigner à partir de mon expérience personnelle que si vous essayez de parler du marché libre sur les campus universitaires aujourd'hui, vous serez enterrés sous une avalanche de critiques de la mondialisation. L'opposition des professeurs et des étudiants à l'expansion des marchés internationaux s'explique en grande partie à partir d'un certain sens de l'altruisme. Elle provient de leurs préoccupations autour des questions sociales et morales. Dit autrement, ils croient que la mondialisation n'a pas de visage humain. Je prends un point de vue opposé. Je dirais que la mondialisation mène non seulement à la création et la répartition de la richesse, mais aussi à des résultats éthiques et à caractère plus moral parmi ses participants.

Beaucoup de critiques pensent que la mondialisation nous fait reculer sur le plan social et éthique, tels que la réduction du travail des enfants et de la pauvreté dans les pays sous-développés, ainsi que la promotion de l'égalité des sexes et de la protection de l'environnement partout dans le monde. Pourtant, lorsque j'ai examiné ces questions et d'autres dans mon livre, *In defence of globalization* (En défense de la mondialisation) j'ai trouvé que les résultats réels étaient à l'opposé de ceux que l'on craignait.

Par exemple, beaucoup croyaient que les paysans pauvres allaient saisir les opportunités économiques plus importantes offertes par la mondialisation en rapatriant leurs enfants de l'école pour les faire travailler. Ainsi envisagée, l'extension du libre marché agirait comme une force maligne. Mais j'ai trouvé que le contraire était vrai. Il s'est avéré que dans de nombreux cas, les revenus plus élevés réalisés en raison de la mondialisation - la hausse des revenus des producteurs de riz au Vietnam, par exemple – ont incité les parents à laisser leurs enfants à l'école. Après tout, ils n'ont plus besoin des maigres revenus que le travail d'un enfant supplémentaire pouvait apporter.

Ou considérons l'égalité des sexes. Avec la mondialisation, les industries qui produisent des biens et services échangés font face à une concurrence internationale accrue. Cette concurrence a permis de réduire le fossé béant dans de nombreux pays en développement entre la rémunération versée à qualifications égales aux hommes et aux femmes. Pourquoi ? Parce que les entreprises se faisant concurrence au niveau mondial constatent vite qu'elles ne peuvent pas se permettre leurs préjugés misogynes. Sous la pression pour réduire les coûts et être plus efficace, elles remplacent de plus en plus de main-d'œuvre masculine plus onéreuse par de la main-d'œuvre féminine moins chère, ce qui a pour effet d'augmenter les salaires des femmes et de limiter ceux des hommes. La mondialisation n'a pas encore produit l'égalité des salaires hommes-femmes, mais elle a certainement réduit l'écart.

Nous avons maintenant la preuve que l'Inde et la Chine, deux pays ayant des problèmes de pauvreté gigantesques, ont pu se développer si rapidement en tirant profit du commerce international et des investissements étrangers, et, ce faisant, ont réduit la pauvreté de façon spectaculaire. Elles ont encore un long chemin à parcourir, mais la mondialisation leur a permis d'améliorer les conditions matérielles de centaines de millions de leurs habitants. Certains critiques ont dénoncé l'idée d'attaquer la pauvreté par la croissance économique comme étant une stratégie conservatrice « au goutte à goutte ». Ils évoquent des images de nobles et bourgeois



suralimentés et gloutons mangeant de la cuisse de mouton tandis que les serfs et les chiens sous la table se battent pour des miettes. En vérité, se concentrer sur la croissance se caractérise bien mieux comme une stratégie active consistant à tirer la nation vers le haut (*pull-up strategy*). Les économies en expansion tirent les pauvres vers le haut, vers un emploi rémunérateur, et réduisent ainsi la pauvreté.

Même s'ils reconnaissent que la mondialisation permet généralement la réalisation de certains objectifs sociaux, certains critiques soutiennent encore qu'elle érode la moralité. Un marché libre qui s'élargit, disent-ils, élargit le domaine sur lequel les profits sont recherchés, et cette recherche du profit rend les gens égoïstes et vicieux. Mais ce n'est guère plausible. Envisageons les *burghers* calvinistes décrits par Simon Schama, dans son histoire des Pays-Bas. Ils ont fait leur fortune dans le commerce international, mais ils donnaient libre cours à leur altruisme plutôt qu'à leurs appétits personnels, dans ce que Schama a justement appelé « l'embarras des richesses ». Une retenue similaire peut être trouvée dans les jaïns du Gujarat, l'état indien d'où venait le Mahatma Gandhi. Les richesses que les jaïns tiraient de leurs activités commerciales ont été subordonnées à leurs valeurs, et non l'inverse.

Quant à l'influence que la mondialisation continue à avoir sur le caractère moral, permettez-moi de citer le merveilleux sentiment de John Stuart Mill. Comme il l'a écrit dans ses *Principes d'économie politique* (1848):

« Les avantages économiques du commerce sont surpassés par ses effets moraux et intellectuels. Il est difficile d'estimer trop haut dans l'état abaissé de la civilisation, l'avantage de mettre des hommes en contact avec des hommes différents, qui ont des habitudes de pensée et d'action autres que les leurs... Il n'est pas de nation qui n'ait besoin d'emprunter aux autres, non seulement des arts ou des pratiques particulières, mais des qualités de caractère qu'elle ne possède pas à un aussi haut degré. ... On peut dire sans exagération que la grande extension et le rapide accroissement du commerce international, qui est la garantie principale de la paix du monde, assure pour jamais le progrès continu des idées, des institutions, et de la moralité de la race humaine. »

Dans l'économie mondiale d'aujourd'hui, nous continuons à voir des signes des phénomènes que Mill décrit. Lorsque les multinationales japonaises s'étendaient dans les années 1980, leurs cadres masculins menèrent leurs femmes avec eux à New York, Londres et Paris. Quand ces femmes japonaises traditionnelles virent comment les femmes étaient traitées en occident, elles absorbèrent des idées sur les droits des femmes et l'égalité. Quand elles retournèrent au Japon, elles devinrent des acteurs de la réforme sociale. De nos jours, la télévision et Internet ont joué un grand rôle dans l'expansion de notre conscience sociale et morale au-delà des limites de nos communautés et des États nations.

Adam Smith a écrit de manière célèbre à propos d'un homme d'humanité en Europe qui ne pourrait pas s'endormir s'il devait perdre son petit doigt le lendemain, mais pourrait ronfler avec la sécurité la plus profonde si une centaine de millions de ses frères chinois avaient été soudain engloutis par un tremblement de terre, car il ne les avait jamais vus. Pour nous, les Chinois ne sont plus invisibles, vivant sur le bord extérieur de ce que David Hume appelait les cercles concentriques de notre empathie. Le tremblement de terre en Chine l'été dernier, dont les tragiques conséquences ont été immédiatement retransmises sur nos écrans, a été accueilli par le reste du monde, non pas avec indifférence, mais avec empathie et un sens profond d'obligation morale envers les victimes chinoises. C'était la plus belle heure de la mondialisation.



Jagdish Bhagwati est professeur à l'Université d'économie et de droit à l'Université Columbia, *senior fellow* en économie internationale au *Council on Foreign Relations*, et l'auteur de *In Defense of Globalization*. Il est un auteur prolifique sur les questions de politique publique et du commerce international.



John GRAY

« Cela dépend. »

Le libre marché corrode certains aspects de caractère, tout en améliorant d'autres. Que le résultat soit bon ou pas, dans l'ensemble, dépend de comment l'on envisage une bonne vie. Cela dépend aussi beaucoup de si l'on croit que d'autres systèmes économiques peuvent faire mieux. La question peut être uniquement résolue par la comparaison d'alternatives réalistes et la compréhension de comment les différents systèmes promeuvent des types variés de caractère humain.

Il est important d'éviter de penser en termes de modèles idéaux. Ces dernières années il y a eu une tendance à penser que les marchés libres émergent spontanément lorsqu'est supprimée l'ingérence de l'État dans l'économie. Mais les marchés libres ne sont pas simplement l'absence d'État. Les marchés reposent sur des systèmes de droit pour décider ce qui peut être commercialisé et ce qui ne le peut pas. L'esclavage est interdit dans les économies de marché moderne. Comme le sont le chantage et la pornographie impliquant des enfants. Les marchés libres impliquent toujours une certaine contrainte morale de ce genre, qui est surveillée par les États. Plus généralement, les marchés libres reposent sur les droits de propriété, qui sont protégés - et souvent créés - par l'État.

Le marché libre, tel qu'il existait en Angleterre victorienne a vu le jour non pas parce que l'Etat s'est retiré de l'économie, mais plutôt parce que le pouvoir de l'Etat a été utilisé pour privatiser les terres qui avaient été maintenues sous diverses formes de propriété commune, ou qui n'appartenaient à personne. L'économie de laissez-faire qui a existé durant quelques décennies au 19^{ème} siècle en Angleterre a été rendue possible par la loi sur les enclosures. Ces lois, adoptées par le Parlement à partir de la seconde moitié du 18^{ème} siècle, ont déplacé les ouvriers agricoles de la campagne et créé la classe ouvrière industrielle qui a été la matière première humaine du marché libre. Mais avec l'extension des droits de vote démocratique, à la fin du 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècles, ces travailleurs ont commencé à exiger que l'activité économique soit soumise à divers types de réglementations. Le résultat final a été l'économie de marché « gérée » qui existe en Grande-Bretagne et de nombreux autres pays aujourd'hui.

La perspective historique est utile car elle nous permet de voir que les systèmes économiques sont des êtres vivants. En temps réel, les marchés libres fonctionnent rarement selon les modèles construits par les économistes. Il y a des booms et des bulles, des récessions et des krachs. Ce n'est que dans les manuels d'économie que les marchés sont autorégulés. Dans ce contexte, la relation entre économie et éthique peut être considérée plus clairement. Les traits de caractère les plus récompensés par les marchés libres sont l'audace entrepreneuriale, la volonté de spéculer et parier, et la capacité de saisir ou créer de nouvelles opportunités. Il est à noter que ce ne sont pas les traits les plus appréciés par les moralistes conservateurs. La prudence, l'économie, et la



capacité de perpétuer patiemment un schéma de vie familial peuvent s'avérer être d'admirables qualités, mais elles ne conduisent généralement pas à la réussite sur le marché libre.

En fait, lorsque les marchés sont très volatils, ces traits conservateurs pourraient bien être le chemin vers la ruine. Revoir ses compétences, déménager, changer de carrière – de telles actions procédant de la prise de risque - aident les gens à survivre et prospérer dans l'économie de marché. Mais ce genre de comportement risqué n'est pas nécessairement compatible avec les valeurs traditionnelles qui insistent sur la valeur des attachements humains durables.

Adam Smith, l'un des initiateurs de l'économie du marché libre, a également été un critique perspicace de la société du commerce. Smith craignait que l'économie de marché qui émergeait en son temps laisserait les travailleurs à la dérive dans des villes sans communautés cohésives. Comme il l'a bien perçu, le dynamisme subversif du marché ne peut se limiter au marché. Les marchés libres exigent un degré élevé de mobilité et une volonté bien ancrée de sortir de relations qui ne sont plus rentables. Il est peu probable qu'une société dans laquelle les gens sont constamment en mouvement soit une société de familles stables ou respectueuse des lois.

En fin de compte, la réponse à cette question dépend de la façon dont on conçoit la bonne vie. Ce qu'un moraliste traditionnel voit comme l'éclatement de la famille peut être vu par un libéral comme l'exercice de l'autonomie personnelle. Pour le libéral, le choix personnel est l'ingrédient le plus essentiel d'une bonne vie, tandis que les conservateurs peuvent considérer que la préservation des institutions de valeur est plus importante. En ce qui concerne les sociétés occidentales contemporaines, je tends vers une vision libérale. Mais le point important n'est pas tant laquelle de ces conceptions quelqu'un adopte. C'est plutôt ceci : bien que les marchés libres récompensent certains traits moraux, ils en sapent également d'autres. S'ils émancipent les choix individuels, ils corrodent en même temps certaines vertus traditionnelles. On ne peut pas tout avoir.

L'aléa moral des marchés libres ne signifie pas que d'autres systèmes économiques sont meilleurs. Les systèmes planifiés de manière centralisée ont corrodé le caractère de manière bien plus dommageable et avec moins d'avantages en termes d'efficacité et de productivité. Les économies planifiées de l'ancien bloc soviétique ne fonctionnaient – si on peut utiliser ce terme – que parce qu'elles étaient rongées par les marchés noirs. La corruption était omniprésente. Dans le modèle marxiste, l'anarchie de marché alimentée par la cupidité est remplacée par une planification fondée sur l'altruisme. Mais la vie réelle dans les sociétés soviétique ressemblait plus à une caricature extrême du capitalisme de laissez-faire, un environnement chaotique et gaspilleur, dans laquelle chaque personne luttait pour survivre. *Homo homini lupus* - l'homme est un loup pour l'homme - était la règle, et l'altruisme l'exception. Dans ces conditions, les personnes ayant les aptitudes de survie les plus développées et le moins de scrupules moraux s'en sortaient le mieux.

Aucun système économique ne peut améliorer chaque aspect de la morale. Tous dépendent dans une certaine mesure de motifs qui sont moralement discutables. La cupidité et l'envie peuvent être des vices, mais ils sont aussi des stimulants économiques. Un système économique est bon dans la mesure où il exploite les imperfections de l'homme au service du bien-être humain. Le choix n'est pas entre des modèles abstraits, tels que le libre marché et la planification centralisée. Dans le monde réel de l'histoire, aucun n'a jamais existé dans la forme imaginée par ses défenseurs. Non, le vrai choix est entre les différents mélanges de marchés et de réglementation, dont aucun ne sera jamais tout à fait moralement bénéfique dans ses effets. Un mélange judicieux ne peut être atteint en appliquant un modèle idéal de la façon dont l'économie devrait fonctionner. Différents mélanges seront meilleurs dans différents contextes historiques. Mais une



chose est claire : une économie de marché moderne ne peut se passer d'une dose de corrosion morale.

John Gray est professeur émérite à la *London School of Economics*. Parmi ses derniers livres sont *False Dawn: The Delusions of Global Capitalism* (Granta) et *Black Mass: Apocalyptic Religion and the Death of Utopia* (Penguin).



Garry KASPAROV

« Oui, mais ... »

... les autres systèmes sont pires. Le marché libre est un creuset de concurrence qui peut faire ressortir les plus vils instincts de la nature humaine. La concurrence est féroce, et quand la survie est en jeu, il n'y a pas de place pour la morale. Mais, pour paraphraser Churchill, malgré tous ses défauts, le marché libre est toujours supérieur à tous les autres arrangements économiques qui ont été essayés.

Au début, il semble évident qu'un système entièrement basé sur l'intérêt conduirait à la désintégration morale de l'individu. Si vous faites une pause un instant pour aider votre frère lors de votre lutte pour atteindre le sommet - pour battre vos concurrents, afin de maximiser les gains, pour acheter une maison plus grande - vous serez dépassé par ceux qui n'ont pas de tels scrupules. Comment, dans un marché vraiment libre, peut-il exister de la considération pour le bien de son prochain ?

Malgré le caractère apparemment cruel des forces du marché non réglementé, il existe deux façons importantes par lesquelles elles peuvent améliorer le bien-être de la société, un peu comme les lois invisibles de Darwin génèrent les formes de vie les mieux adaptées. Premièrement, si le caractère moral est apprécié par une société, il peut être dans l'intérêt de chacun de pratiquer et prêcher le comportement moral. Il peut sembler insensé pour une entreprise de donner une part de ses bénéfices à des œuvres caritatives alors que cet argent pourrait servir plutôt à améliorer sa position concurrentielle. Mais nous savons qu'un tel don peut améliorer l'image d'une entreprise et ainsi fortifier sa position concurrentielle. Sur un marché libre, la réputation est fondée sur l'opinion populaire, et cette perception peut devenir un avantage matériel.

Deuxièmement, si une société (ou au moins la majorité dans une société) atteint ce qu'on pourrait appeler un état de surplus, dans lequel la survie n'est plus en doute, les individus ont le luxe de pouvoir laisser libre cours à leur caractère moral. Personne n'a désespérément besoin de retirer la nourriture de la bouche de son propre enfant pour le donner à l'enfant d'un autre. Les instincts moraux existent, mais ils sont secondaires à l'impératif de se développer. La générosité rend la charité possible.

Il y a, bien sûr, des exceptions à ces deux règles, même si elles ne font que renforcer la défense générale en faveur du marché libre. En l'absence de concurrence réelle, il n'y a aucun avantage commercial à la conduite morale. Cela n'est que trop bien démontré par le comportement rapace de l'oligarchie soutenue par l'État qui dirige la Russie aujourd'hui. Une clique dominante n'a tout simplement pas à se préoccuper de sa réputation.

Les nations riches en ressources comme l'Arabie saoudite et (de plus en plus et malheureusement) la Russie peuvent générer de la richesse excédentaire, malgré leurs économies



centralisées et la corruption endémique. Mais un surplus qui vient sans avoir à rendre de comptes – aux employés, aux actionnaires, et aux consommateurs (ou aux électeurs, pourrait-on ajouter) - conduit à la corruption de toutes sortes. Presque tous les pays bénéficiant le plus des prix records de l'énergie aujourd'hui utilisent leurs richesses non méritées à écraser la dissidence et préserver les régimes les plus répressifs du monde.

Les personnes qui comptent sur la bonne volonté de leurs voisins ont tendance à agir moralement. De même les entreprises qui dépendent de la loyauté des employés, la faveur des consommateurs, et le soutien d'investisseurs (même si, pour être tout à fait honnête, c'est seulement un comportement moral imposé). De même les gouvernements qui dépendent de la contribution et de l'impôt sur les revenus de leurs citoyens. Bien que la poursuite sans relâche de l'intérêt personnel peut corrompre, un marché libre crée clairement des incitations à un comportement moral. D'autres systèmes n'ont pas ces incitations concrètes.

Les penseurs utopistes du 19^{ème} siècle étaient certains que le paradis socialiste mondial était inévitable. En regardant autour d'eux les excès cruels de la révolution industrielle, en particulier au Royaume-Uni et aux États-Unis, ils imaginèrent un avenir dans lequel l'harmonie remplacerait la lutte et où la coopération désintéressée remplacerait la concurrence brutale. Il s'agissait d'une réaction d'empathie compréhensible à la souffrance provoquée par les forces du marché libre sans restriction qui avaient encore à produire une masse critique de surplus. (On pourrait évoquer les milliards de pauvres du monde aujourd'hui et dire que nous ne sommes pas assez riches pour faire confiance au marché libre pour notre bien-être). Certainement, pensèrent-ils, doit-il y avoir une meilleure voie dans un avenir plus éclairé.

Ce rêve socialiste était fondée en partie seulement sur le mécontentement quant au *statu quo* capitaliste. Il était également le cadre d'une croyance en la nature fondamentalement morale de l'homme. Les idéalistes pensaient qu'avec des opportunités et une éducation suffisante l'homme sacrifierait son intérêt immédiat pour le plus grand Bien. Cela à son tour finirait par créer un surplus confortable pour tous et mettrait un terme à la souffrance humaine à grande échelle.

Il est possible qu'il y aurait moins de souffrance dans un monde où l'homme souhaiterait l'harmonie et le bien-être plus que la concurrence et la réussite. Mais ce monde n'existe pas. Nous sommes le produit de notre ancienne lutte pour la survie. Et nous nions nos instincts au risque de graves périls. Si le marché n'est pas libre, il doit être contrôlé - et contrôlé par quelqu'un ou par un groupe. Face à notre désir naturel humain de réussite, un désir éclairé pour l'égalité tourne vite à l'égalité forcée. Les incitations personnelles au comportement moral sont remplacées par des règles et des punitions. Les carottes cèdent la place aux bâtons.

J'ai passé la moitié de ma vie la vie sous un tel régime en URSS. Là, les aspirations de chaque individu ont été supprimées et fusionnées dans ce qui était destiné à être un grand destin national. Mais sans la participation volontaire des citoyens, le caractère moral ne peut être imposé, ou alors sans détruire le libre arbitre lui-même. L'Union soviétique descendit rapidement dans le totalitarisme et la terreur, comme l'ont fait les autres pays communistes.

L'alternative n'est pas l'anarchie ; sans état de droit et la protection des minorités politiques, religieuses, et des groupes d'affaires, une société n'est pas une société dans laquelle il vaut la peine de vivre. Au contraire, l'alternative est un système dans lequel les libertés individuelles sont combinées avec des incitations à agir moralement. L'économie de libre marché - avec la démocratie, qui est le libre marché des idées - est la voie la plus proche de cette alternative.



Donc, oui, le libre marché peut conduire à la corruption du caractère moral. C'est la nature de l'homme d'en vouloir toujours davantage, et le marché libre permet ces envies avec peu de protection pour ceux qui ne parviennent pas à s'épanouir. Mais tenter de limiter ces besoins et désirs humains de base conduit à de plus grands maux. Tous les éléments de preuve nécessaires peuvent être trouvés au cours du siècle dernier en Russie, depuis les tsars jusqu'au régime oligarchique de Poutine aujourd'hui, en passant par les soviets.

L'ancien champion du monde d'échecs Garry Kasparov est un chef de file de la coalition pro-démocratie « L'Autre Russie ». Il est l'auteur d'un livre sur la prise de décision, *Comment la vie imite les échecs*, et parle à des hommes d'affaires à travers le monde. Il vit à Moscou.



Qinglian HE

« Non. »

Au cours des derniers siècles, le monde a pu constater les nombreuses façons dont un marché libre actif génère le progrès matériel et social tout en renforçant en même temps le caractère moral. En revanche, les personnes qui ont vécu sous le règne du premier rival moderne du marché libre, c'est à dire l'économie planifiée fondée sur l'idéologie du socialisme d'Etat, ont souffert alors que la performance économique stagnait, que la société civile se mourait, et que la morale était corrodée. Dans les dernières décennies, alors que les économies planifiées s'effondraient sous leurs propres contradictions, cette expérience utopique s'est révélée être un échec systématique. Les citoyens qui avaient enduré de longues années de désastre économique, moral, et politique étaient impatients de s'en débarrasser.

Bien sûr, l'économie de marché n'est pas un système parfait. Mais les défauts du marché proviennent des actions et des motivations de ses participants, les hommes, plutôt que de sa conception. L'expérience nous a appris qu'un marché libre est étroitement associé à une société libre. Et dans les sociétés libres, les gens sont mieux en mesure d'agir de concert pour améliorer leur vie. Les sociétés libres donnent aux gens l'opportunité de rendre leurs propres systèmes politique et social plus justes. En général, ces activités ont tendance à renforcer la morale plutôt que de la corroder.

Du point de vue de l'histoire comparée, nous avons tendance à définir le marché comme un système socio-économique global, couvrant les institutions économiques, les relations sociales, et la culture. Mais lorsque nous analysons la relation entre le marché et la morale, il est logique d'utiliser une définition plus étroite du marché en tant que règles qui coordonnent les activités économiques.

Est-ce le marché ou la morale qui est le facteur causal le plus vraisemblable dans notre analyse? Nous devons reconnaître que les jugements moraux quant à des activités socio-économiques particulières sont différents des jugements moraux quant aux règles de marché. Les valeurs et l'éthique des affaires façonnent le comportement des acteurs économiques. Si leurs activités entraînent des conséquences défavorables ou non désirées, nous devrions chercher une explication essentiellement dans les institutions sociales qui alimentent le marché plutôt que dans les règles du marché elles-mêmes.



Les discussions sur comment « moraliser le marché » - c'est-à-dire, à propos de l'adoucissement de certaines des conséquences de la croissance ou de l'expansion mondiale du marché - sont mieux traitées en commençant par les priorités socioculturelles des acteurs économiques. Les États, les organisations internationales, et les associations civiques doivent aider à façonner les nouvelles valeurs et préoccupations d'ordre moral avant de pouvoir espérer façonner les règles du marché et de voir un comportement plus souhaitable.

Toutes les activités économiques sont intégrées dans des circonstances socioculturelles. De la Chine du 10^{ème} siècle à l'Europe du 21^{ème} siècle, la consommation et la production ont fonctionné selon les valeurs morales dominantes. Et dans tous les contextes historiques, la vision morale a toujours été lié à la croyance religieuse. Par exemple, il existe une perception aujourd'hui que les personnes religieuses dans les pays en Asie de l'Est ont tendance à être honnête en affaires. En revanche, dans la Chine contemporaine, où la religion a été à un point interdite et est toujours strictement contrôlée par l'Etat, une éthique des affaires minimaliste est devenue endémique alors que l'économie de marché prenait racine.

D'autres facteurs affectent aussi la vision morale. La mondialisation économique et culturelle de ces dernières décennies a introduit les pays en développement non seulement aux nouvelles institutions économiques, mais aussi aux normes et valeurs de l'Occident, qui changent elles-mêmes sans cesse. Les tendances récentes à la mode ont été les produits respectant l'environnement et la mise en place de normes internationales pour les conditions de travail, comme la norme 8000 en matière de responsabilité sociale de l'entreprise, élaborée il y a une décennie. Voilà deux exemples frappants de mœurs en évolution, mais la deuxième a eu beaucoup plus d'influence sur des pays comme la Chine, où elle a amélioré les conditions de travail dans beaucoup d'usines qui étaient autrefois des *sweatshops*.

Un ajustement spectaculaire des valeurs morales se déroule aujourd'hui dans les sociétés en transition, alors que des économies planifiées autrefois isolées se sont transformées en systèmes interconnectés de marché. Bien sûr, l'héritage des institutions étatistes et le rôle des élites dominantes peuvent retarder ou entraver l'ajustement. En Europe, l'intégration des anciens pays du bloc soviétique dans le système de libre-échange du continent ne semble pas avoir apporté de nombreuses conséquences négatives au plan moral. Mais en Chine, on peut facilement trouver des preuves d'une baisse tant dans l'ordre moral et dans l'éthique des affaires. L'influence politique et des positions dans le gouvernement sont échangées pour de l'argent, les pots de vin permettent à certains d'échapper aux sanctions pénales, les employeurs d'enfants sont rarement punis, et la vente de sang et d'organes humains est une pratique courante.

Toutes ces activités sont illégales en Chine, mais le gouvernement les tolère. De toute évidence, le pays est encore loin de l'état de droit. En effet, il est dirigé par un groupe politique qui est au-dessus de la loi. Les organisations non-gouvernementales (ONG) luttent contre ces problèmes inquiétants, mais leurs activités sont strictement contrôlées et chacune doit être supervisée par un bureau de l'État. Plutôt que de prendre des mesures décisives afin d'interdire ces activités officiellement « illégales », le gouvernement fait de grands efforts pour contrôler les rapports des médias et les discussions sur Internet au sujet de ces « nouvelles négatives préjudiciables à l'image du régime ».

Qui est donc coupable de l'absence de moralisation du développement en Chine - le marché libre lui-même ou les défaillances de l'Etat et de son élite exclusive ? Les personnes qui établissent et doivent faire respecter les règles de tous les marchés jouent un rôle essentiel. Cela est



particulièrement vrai en Chine, où des représentants du gouvernement et du parti font les lois et supervisent les activités économiques, alors qu'eux-mêmes cherchent à faire des profits. C'est leur tolérance à l'égard des activités immorales, et non la croissance du marché libre, qui a faussé l'ordre moral de la société chinoise.

En me basant sur l'expérience récente de la Chine, je voudrais conclure avec trois enseignements importants. Tout d'abord, que, malgré toute la couverture qui la célèbre dans la presse internationale, l'influence du gouvernement chinois sur le marché n'a pas été systématiquement positive. Deuxièmement, qu'un marché durable et solide a besoin d'une structure politique démocratique. Troisièmement, que la poursuite du développement moral n'est pas moins importante pour la Chine que la tâche d'encourager le développement économique.

Qinglian He est une économiste chinoise et ancienne rédactrice en chef principale du *Shenzhen Legal Daily*. Elle est l'auteur de *The Pitfalls of Modernization: The Economic and Social Problems of Contemporary China* and *The Fog of Censorship: Media Control in China*.



Michael WALTZER

« Bien sûr. »

La concurrence sur le marché met les gens sous pression et les conduit à briser les règles ordinaires de conduite décente et puis à produire de bonnes raisons pour le faire. Ce sont ces rationalisations – l'interminable aveuglement nécessaire pour toucher de fond sans que cela ne nous dérange - qui corrodent le caractère moral. Mais ce n'est pas en soi un argument contre le libre marché. Pensez aux manières dont le fonctionnement politique démocratique corrode aussi le caractère moral. La concurrence pour le pouvoir politique met les gens sous pression – les conduisant à proférer des mensonges dans les *meetings* publics, à faire des promesses qu'ils ne peuvent pas respecter, à prendre l'argent d'individus peu fréquentables, à compromettre les principes qui ne devraient pas être compromis. Tout cela doit être défendu de quelque manière, et le caractère moral ne survit pas à cette défense – ou du moins, il n'en sort pas indemne. Mais ces défauts évidents ne constituent pas un argument contre la démocratie.

Bien sûr, les concurrences économique et politique produisent également des projets de coopération de types différents - les partenariats, entreprises, partis ou syndicats. Au sein de ces projets, l'empathie, le respect mutuel, l'amitié et la solidarité sont développés et renforcés. Les gens apprennent le donnant-donnant de la délibération collective. Ils établissent des positions, prennent des risques, et font des alliances. Tous ces processus forgent le caractère. Mais parce que les enjeux sont si élevés, les participants à ces activités apprennent aussi à se surveiller et se méfier les uns les autres, à dissimuler leurs projets, à trahir leurs amis... Nous connaissons la suite, du Watergate à Enron. Ils deviennent des « personnages » dans des histoires familières de corruption dans les entreprises, de scandales politiques, d'actionnaires victimes de fraude, et d'électeurs trompés. Que l'acheteur prenne garde ! Que l'électeur se méfie !

Est-il possible de rendre la concurrence politique et économique sûre pour les hommes et les femmes ayant une morale ? Elle ne peut certainement pas être entièrement sûre. Les marchés libres et des élections libres sont intrinsèquement dangereux pour tous les participants, non seulement parce que les mauvaises personnes, les mauvais produits, et les mauvaises politiques



peuvent l'emporter, mais aussi parce que le coût de la victoire des bonnes personnes, des bons produits et des bonnes politiques peut être trop élevé. Nous ne traitons pas, toutefois, les dangers des marchés et des élections de la même manière. Nous travaillons dur pour fixer des limites à la compétition politique et pour ouvrir la politique à la participation de mortels ayant plus ou moins de morale. Les politiciens ne sont pas globalement reconnus comme des exemples de morale ces temps-ci, en partie parce qu'ils vivent tant sous l'œil des médias, et chaque petit péché ou chaque petite manie sera diffusé dans le monde entier.

Néanmoins, les démocraties constitutionnelles ont réussi à arrêter les pires formes de corruption politique. Nous sommes libérés des caprices des tyrans, de l'arrogance aristocratique, de la répression, des arrestations arbitraires, de la censure, des procès pour l'exemple. Nous ne sommes pas si libres que nous n'ayons pas besoin de défendre notre liberté avec vigilance, mais assez libres pour organiser cette défense. Les politiciens qui mentent trop souvent ou ne respectent pas assez leurs promesses ont tendance à perdre les élections. Non, la pire des corruptions de notre vie publique ne vient pas de politique mais de l'économie, et ce, parce que nous n'avons pas ces mêmes limites constitutionnelles au comportement de marché.

Sans doute la plus importante réalisation de la démocratie constitutionnelle a-t-elle été de débarrasser la politique du désespoir. Perdre le pouvoir ne signifie pas se faire tirer dessus. Les partisans du côté des perdants ne sont pas réduits en esclavage ou exilés. Les enjeux de la lutte pour le pouvoir sont inférieurs à ce qu'ils étaient, ce qui améliore grandement les possibilités d'une conduite morale. L'État providence moderne est censé faire la même chose pour l'économie : il « constitutionnalise » le marché en fixant des limites sur ce qui peut être perdu. Mais en fait, aux États-Unis au moins, nous n'avons pas grand' chose dans cette espèce de constitutionnalisme de marché. Pour trop de gens, la lutte concurrentielle est presque désespérée. Le risque ici est lié à la survie d'une famille, aux soins de santé pour les enfants, à une éducation décente, à la dignité des personnes âgées. Et de tels risques ne laissent pas beaucoup de place pour la morale. Les gens décents agiront décemment, et la plupart des gens sont décents quand ils peuvent l'être. Pourtant, les effets de la lutte sont régulièrement corrosifs.

Une autre réalisation du constitutionnalisme a été de fixer des limites au pouvoir politique des hommes et les femmes les plus puissants. Ils doivent vivre avec des contre-pouvoirs, les partis et mouvements d'opposition, des élections périodiques, une presse libre et parfois critique. Le principal point de ces restrictions est de minimiser le dommage que les caractères déjà corrodés peuvent causer. Mais certains de nos politiciens intériorisent effectivement les contraintes, et cela est un processus important de la formation du caractère.

Le constitutionnalisme de marché fixerait des limites similaires au pouvoir économique des hommes et des femmes les plus riches. Mais encore une fois, de toute évidence, nous n'avons pas grand chose d'une constitution de marché. Les restrictions à la puissance économique sont très faibles : le contre-pouvoir des syndicats a été considérablement réduit, le système fiscal est de plus en plus régressif, la réglementation des services bancaires, de l'investissement, des politiques de prix, et des fonds de pension est pratiquement inexistante. L'arrogance de l'élite économique de ces dernières décennies a été étonnante. Et il semble clairement qu'elle peut faire à peu près tout ce qu'elle veut. Ce genre de pouvoir, comme Lord Acton l'écrivait jadis, est profondément corrupteur.

La corruption s'étend à la politique, où l'influence de l'argent, gagné sans retenue sur un marché sans frein, porte atteinte à la constitution politique. Vous avez besoin d'argent, disons, pour mener une campagne politique (pour un bon candidat ou une bonne cause), et voici que



quelqu'un - un banquier, un géant de l'entreprise - qui a beaucoup d'argent vous le propose à un prix : des politiques ou des lois qui permettraient d'améliorer sa position sur le marché. Le concurrent prend l'argent de cette manière, autant qu'il le peut. Quel caractère va-t-il résister à la corrosion désormais ?

Certains diront sans doute : n'est-ce pas la façon dont le caractère est testé ? Si le constitutionnalisme de marché limite le pouvoir de la richesse et que l'État providence réduit la peur de la pauvreté, ne rendons-nous pas la vertu trop facile ? Plus facile, peut-être, mais jamais très facile. Considérons à nouveau l'analogie politique : rendons-nous la vertu trop facile lorsque l'on nie le pouvoir tyrannique aux présidents et quand nous protégeons les faibles contre la persécution ? Les pressions corrosive de la compétition électorale ne disparaissent pas. Nous fixons des limites à ces pressions par respect pour la faiblesse humaine. Et si nous devons faire cela à l'égard des gouvernements, nous devons absolument le faire à l'égard des marchés.

Michael Walzer est professeur émérite à l'École des sciences sociales à l'*Institute for Advanced Study* à Princeton, New Jersey. Il est rédacteur de *The New Republic*, co-rédacteur en chef de *Dissent*, et l'auteur, plus récemment, de *Thinking Politically*.



Michael NOVAK

« Non ! Et puis, oui. »

À la naissance de l'Amérique, la plupart des sociétés étaient organisées sur la base d'une aristocratie foncière ou d'un puissant *establishment* militaire. Les fondateurs de l'Amérique ont rejeté ces modèles et ont soutenu énergiquement que la nouvelle société, fondée sur la liberté du commerce, générerait à la fois une plus grande série de vertus et se révélerait plus favorable à l'état de droit. Une telle société serait consacrée non pas à la poursuite du pouvoir, mais à la création de l'abondance. Comme Alexander Hamilton le notait dans le *Federalist Paper* n° 12: « La prospérité du commerce est maintenant perçue et reconnue par tous les hommes d'État éclairés comme la source la plus utile et la plus productive de richesse nationale, et est donc devenue un objet principal de leurs soucis politiques ». Le commerce éloignerait les hommes des sources antérieures de division et de faction. Leurs passions se détourneraient des causes politiques vers l'activité de marché, et l'esprit de coopération nécessaire pour le marché libre rattacherait progressivement leur loyauté à une république plus étendue.

Une société commerciale serait par ailleurs bien, bien meilleure pour les pauvres, et aurait un effet bénéfique sur la morale publique et personnelle. Grâce à leur étude attentive de l'histoire, les fondateurs avaient appris qu'une société fondée sur la puissance militaire tend à développer une sensibilité belliciste qui la rend erratique - trop encline à mener des guerres d'orgueil - à grands (et répétitifs) frais pour les pauvres. Les générations les unes après les autres n'avaient connu que peu de progrès pour se sortir de la pauvreté, affirmait jadis le philosophe écossais David Hume. Les guerres d'honneur et de vengeance et les querelles entre empereurs, monarques, et barons effaçaient à chaque fois les petites étapes de progrès réalisés par les pauvres.

Quant aux aristocraties foncières, leurs cours s'adonnaient bien trop aux détournements, divertissements, séductions, et à la décadence. Même si de nombreux barons et autres comtes chevaliers étaient de bons soldats et levaient leurs propres armées, leur vie était dans l'ensemble



oisive. Ils vivaient tranquillement des ressources de leurs propriétés et du travail des paysans. Ils formaient des armées afin d'utiliser leurs propres excédents agricoles, que les routes primitives et l'absence d'état de droit (en dehors des grandes villes) empêchaient de devenir une source productive de commerce.

L'organisation d'une nouvelle société sur la base de l'aristocratie ou de l'armée ne serait pas sans danger pour la république, conclurent les fondateurs de l'Amérique. Une république aurait besoin d'hommes indépendants, autodidactes, inventifs, créatifs et n'ayant pas peur de se salir les mains, fiers d'être des travailleurs acharnés, épris d'innovation, et déterminés à trouver de meilleures façons de faire les choses. L'indépendance et l'innovation, conduisant à une amélioration constante du bien commun, seraient le fruit d'une société commerciale, au moins pour une république libre, comme les États-Unis naissants.

Les fondateurs pensaient en outre qu'une société bâtie sur le commerce devrait établir la responsabilité personnelle devant la loi. Sans une société respectueuse de la loi, s'appuyant sur les tribunaux pour faire respecter les contrats, comment des hommes et des femmes exerçant dans le commerce pourraient-ils prendre des risques importants avant même d'avoir reçu le paiement intégral de leurs efforts? Les navires envoyés de la Nouvelle-Angleterre pour ramener du thé de l'Asie devaient être payés avant de pouvoir revenir et de vendre leurs marchandises. Il fallait combattre les pirates, non seulement par le droit écrit, mais en faisant respecter ce dernier à la pointe du fusil en haute mer (d'où les campagnes de Jefferson contre les pirates barbaresques). Il n'est donc pas étonnant que la devise d'Amsterdam, alors l'une des grandes capitales commerciales du monde et objet d'admiration des Pères fondateurs, était « *Commercium et Pax* » : le commerce favorise la paix. Le commerce est ce que les voisins s'échangent en paix, plutôt que ce qu'ils s'approprient par la guerre.

Nos ancêtres croyaient qu'une société commerciale enseignerait à tous ses membres le travail assidu, la régularité, et l'innovation. Elle enseignerait également aux Américains à faire preuve d'audace dans l'aventure (comme les capitaines de Nouvelle Angleterre), de modestie dans leurs attentes de gain, et d'économie dans leur réinvestissements répétés de ces gains. Ces activités seraient une alternative à la consommation ostentatoire de la vieille aristocratie foncière. Une société commerciale a encouragé des citoyens honnêtes, responsables, pleins d'abnégation, et orientés vers l'avenir. Ces citoyens-là s'avèrent particulièrement nécessaires pour rendre les républiques libres prospères et respectueuses de la loi.

Parce que les racines de la société commerciale (les habitudes de l'innovation et l'invention, le bonheur de travailler dur, la concentration sur l'avenir) viennent d'impératifs dans les religions juive et chrétienne, il n'a pas été trop compliqué pour les fondateurs de l'Amérique de reconnaître le rôle crucial de la religion et la morale dans la lutte contre les instincts commerciaux, pour les maintenir à l'intérieur de limites et les détourner de l'autodestruction. Comme le notait Tocqueville, il y a beaucoup de choses que la loi américaine n'empêche pas les citoyens de faire, mais qui est interdit par leur religion.

D'autre part, les succès d'une république commerciale produisent également, au fil du temps, diverses influences débilatantes qui corrodent la force morale de ces sociétés. Les jeunes générations prennent pour acquis la prospérité gagnée par les sacrifices de leurs ancêtres. Certains veulent échapper à la discipline d'une république commerciale, et certains n'ont que mépris pour les mœurs retenues de leurs ancêtres. Les générations habituées à travailler dur et à l'autodiscipline peuvent céder la place aux nouvelles générations qui veulent entendre un autre air de musique, pour se rebeller, préférant se prélasser dans l'oisiveté, plutôt que de suer à de basses



besognes. Une génération qui tient à épargner pour demain est remplacée par une génération insouciance, désirant vivre juste pour aujourd'hui.

De la sorte, le succès même d'une république commerciale tend à miner la résistance morale des jeunes. Le sociologue Daniel Bell a surnommé ces cycles d'une roue qui tourne « les contradictions culturelles du capitalisme ». En d'autres termes : une morale forte au départ, mais au fil du temps, la morale débauchée.

Nous pouvons voir tout autour de nous l'accélération de la décadence morale. Mais une telle décadence morale n'est qu'une issue possible, et non pas nécessaire. Bien mis en garde contre elle, nous pouvons faire des efforts particuliers pour surmonter son attraction. De cette façon, la plus grande tâche d'une société commerciale devient l'approfondissement moral et culturel, un retour aux racines spirituelles, ce que nos ancêtres appelaient le « grand éveil ».

Selon l'aveu même de l'économiste lauréat du prix Nobel, Robert Fogel, les États-Unis sont maintenant dans la phase ascendante lente d'un quatrième grand éveil. Il est caractérisé par un retour aux sources, mettant l'accent sur la famille, avec une invitation aux jeunes à développer les habitudes de la volonté et de l'esprit qui sont les meilleurs garants de la force de caractère. Ces jeunes sont le meilleur espoir de la vitalité future de nos libertés républicaines et de la créativité commerciale.

Michael Novak est *Jewett George Frederick Scholar* en religion, philosophie et politique publique à l'*American Enterprise Institute*. Il a écrit plus de vingt-cinq ouvrages dont *Une éthique économique : les valeurs de l'économie de marché*.



Bernard-Henri LEVY

« Certainement. Mais, vraiment ? »

Il est clair que la concurrence féroce des intérêts et des passions, la règle de l'argent fou, et le matérialisme comme mesure de toutes choses - en bref, le marché libre libéré de toutes les règles et régi uniquement par la cupidité des plus puissants - corrode mortellement nos âmes. C'est ce que le grand Alexandre Soljenitsyne pensait à la fin de sa vie.

Cette opinion était partagée par la famille de penseurs français des années 1930 appelée les « non-conformistes », qui comprenait Charles Péguy et quelques autres. Ils voyaient l'échange de marchandises comme source de dépersonnalisation. Cela a également été la thèse de tout un groupe de penseurs chrétiens (ou simplement spiritualistes) qui voyaient dans l'idée de « libre marché » la mort des valeurs morales et la fin de la foi de l'homme et de son aspiration à l'absolu.

Cela était également - et cela devrait nous alerter - l'un des principaux thèmes du fascisme et l'une des raisons pour lesquelles les masses ont été séduites par lui. « Stop au matérialisme ! » proclamait-on. « Mettre fin à l'individualisme destructeur et l'atomisation sociale contre lesquels le fascisme qui présente ses communautés, bonnes, sûres, organiques et naturelles ! » En bref, méfiez-vous de la règle de « l'équivalence généralisée » parmi les valeurs humaines (un autre terme pour le « marché »), que les fascismes de tous âges ont trouvé anathème.



Alors?

Eh bien, le problème est plus compliqué qu'il n'y paraît. Nous ne pouvons pas - nous ne devons pas - déclarer, comme s'il s'agissait d'une vérité définitive, que le marché, simplement et uniquement, corrompt. Trois corollaires doivent être ajoutés à cette affirmation apparemment évidente du sens commun. Tout d'abord, si le marché corrompt, les négations diverses du marché corrompent absolument. Regardez le fascisme. Et regardez cette autre haine du marché qui l'a précédé et suivi : le communisme. Je doute que quiconque positionnerait le communisme comme l'accomplissement du caractère et de l'âme de ses victimes ou de ses agents.

Deuxièmement, s'il est nécessaire de choisir, si ces corruptions doivent être classées, il est évident que la corruption communiste ou fasciste à travers la négation du marché est beaucoup plus profonde, mortelle, et plus irréparable que celle du marché lui-même. Cela était évident pour le fascisme dès le début, et cela devint évident pour le communisme aussi. Je repense à ce long voyage que j'ai fait en Europe centrale et orientale, juste après la chute du mur de Berlin. J'entends encore mes amis tchèques, polonais, bulgare, hongrois, et est-allemands m'expliquer que l'ère communiste, ces longues décennies dans une société pas du tout régie par les règles du marché, leur avait causé, dans le cœur et dans l'âme, le développement d'un certain nombre de vices, même de défauts - et qu'eux-mêmes ne savaient pas combien de temps il faudrait pour s'en débarrasser.

Considérons, par exemple, l'habitude d'agir de façon irresponsable, qui est, l'incapacité à prendre des risques, et même de prendre des décisions. Je me souviens très bien d'une ingénieure est-allemande qui semblait tout à fait normale, une démocrate dans l'âme et une dissidente durant des années, mais qui fondit en larmes le jour où je lui ai demandé de tracer l'itinéraire de la journée que nous devions passer ensemble. « Ils m'ont appris à ne pas décider, dit-elle, entre deux sanglots. C'est comme une amputation, une excision, comme si ils étaient physiquement entrés dans une partie de mon cerveau pour la corroder. » Imaginez un égoïsme profond avec ni nuance ni recours, beaucoup plus radical que l'intérêt personnel des sociétés de marché. Du point de vue de ceux qui ont survécu, c'est le vrai bilan du communisme. Ce sont les preuves de corruption, d'une corrosion du caractère, provoquée par l'absence réelle d'un marché libre.

Enfin, un troisième corollaire : parce qu'il développe les qualités de prise d'initiative et de prise de décisions, parce qu'il place les individus en relations les uns avec les autres, parce que c'est un régime qui n'a de sens que si ses sujets se rapportent à un autre - le marché libre reste, dans l'ensemble, un facteur favorisant la socialisation, un moyen de relier les êtres humains, même de créer la fraternité ou, en tout état de cause, la reconnaissance mutuelle. Par conséquent, il est à l'opposé de la corruption. Il faut lire les textes de Hegel sur la dialectique de la reconnaissance dans le développement de la conscience moderne. Nous devrions lire Emmanuel Levinas sur la question de l'argent (une question qui est délicate, presque maudite, dans mon propre pays). Il a fait valoir que, loin d'isoler et d'atomiser les individus, l'argent est, en effet, le moyen de leur échange. Ainsi, finalement, il est nécessaire de conclure qu'il existe de bonnes utilisations du marché, car il est l'un des moyens que les êtres humains ont trouvé pour résister à la guerre de tous contre tous, diagnostiquée jadis par Hobbes, puis par Freud.

Le libre marché corrode la moralité ? Eh bien, sans nul doute non. Il renforce même nos défenses morales, en nous donnant la capacité de dire non et d'être en désaccord. Naturellement, c'est à la condition que nous nous soumettions volontairement aux règles et refusions la tentation de la jungle et du capitalisme sauvage. Le marché, pour reprendre l'expression célèbre de Winston



Churchill sur la démocratie, est la pire des solutions, à l'exception de toutes les autres.

Bernard-Henri Lévy, philosophe français, a écrit plus de trente livres, dont le best-seller du New York Times *American Vertigo* (2006) et, plus récemment *De la guerre en philosophie*.



Kay S. HYMOWITZ

« Oui, trop souvent. »

Les critiques comprennent à juste titre que le libre marché porte atteinte à l'organisation traditionnelle et locale dont les uns et les autres dépendent pour enseigner et maintenir la morale. Considérons en particulier l'expérience des enfants. Ils apprennent d'abord la morale dans leurs familles, avec lesquelles ils sont le plus émotionnellement liés. L'amour attache les enfants à des conventions morales et suscite des émotions morales essentielles comme la sympathie et la culpabilité. Dans une société préindustrielle, ces habitudes morales sont encore renforcées par la tribu ou le village, ainsi que par des institutions religieuses et des contes populaires. Le développement de l'enfant est entouré par une sorte de complot des enseignants de la morale, montrant les leçons de caractère, par les mots et par les actes.

Les économies de marché affaiblissent cette conspiration culturelle de trois façons puissantes. Tout d'abord, elles introduisent la nouveauté, qui remet en question les habitudes culturelles les vérités morales établies. Deuxièmement, elles excitent le désir individuel d'une manière qui peut facilement affaiblir l'autodiscipline et les obligations morales qui rendent les marchés libres prospères. (Comme le sociologue Daniel Bell l'a fait valoir de manière célèbre, les marchés peuvent finir par cannibaliser leur propre infrastructure morale.) Et, troisièmement, à mesure qu'ils avancent, les économies de marché deviennent plus susceptibles de traiter l'enfant en devenir de socialisation comme un être autonome, un acteur adulte plutôt que comme une personne dépendante et immature. Ils transforment souvent l'élève docile des obligations morales en un sceptique, ou même un résistant.

Deux des nouveaux produits les plus influents du 20^{ème} siècle, l'automobile et la télévision, illustrent parfaitement ce potentiel du marché pour diluer le consensus moral et les loyautés personnelles. En exportant les « gens de l'intérieur » et en importants les « gens de l'extérieur », la voiture a réduit l'emprise de la communauté locale et ses exigences morales. En permettant aux pères de trouver un emploi loin de chez eux, elle a accéléré la séparation entre travail et vie familiale. En effet, l'évolution du marché a été la cause directe des « sphères séparées » qui ont placé la mère à la barre de la vie domestique et les pères dans un lieu de travail éloigné.

La voiture a également dispersé les membres de la famille (oncles et tantes en Californie, grands-parents en Floride) qui, jadis, auraient renforcé le développement du sens moral de l'enfant. Elle a augmenté les possibilités de l'anonymat, rendant plus facile le fait d'échapper à la honte et à l'embarras après des violations du comportement moral, et permis à des individus, surtout les adolescents, d'éviter l'œil inquisiteur des adultes. Au début du 20^{ème} siècle, un juge de tribunal pour mineurs, en notant l'utilisation inattendue par les jeunes de cette nouvelle invention, grommela que la voiture sans chevaux n'était rien de plus qu'un « bordel sur roues ».

Le bouleversement culturel provoqué par la télévision, et en particulier par la publicité, a été



encore plus troublant que celui de la voiture. Avant l'avènement du petit écran, les familles pouvaient s'attendre à faire la plupart de leur travail moralisateur en sécurité, protégé de toutes intrusions commerciales. La vie de famille pouvait être imaginée comme un « havre de paix dans un monde sans cœur », selon les mots du sociologue Christopher Lasch. Les vendeurs pouvaient venir à River City, mais ils devaient frapper à la porte et vendre leurs uniformes et autres instruments de musiciens au gardien de la maison - généralement la mère. La télévision a permis aux vendeurs d'outrepasser l'obstacle des parents et de s'asseoir juste à côté de l'enfant, vierge de toute morale, pour le tenter avec des plaisirs contre lesquels il n'avait que très peu de défenses. Plus généralement, la télévision utilise les fantasmes de vengeance, la destruction violente, la permissivité sexuelle, et l'excès matériel pour attirer les téléspectateurs, jeunes comme vieux.

Bien sûr, aujourd'hui l'Internet a usurpé le statut que la télévision détenait de longue date en tant que sponsor principal de l'hédonisme, du matérialisme et de l'égoïsme anarchique. Si la télévision comptait des censeurs qui exprimait maladroitement un consensus culturel sur le discours public acceptable, le Web ne connaît pas de limites. En outre, tout comme l'automobile a donné aux gens des provinces de nouvelles opportunités pour l'anonymat, l'Internet permet aux enfants de surmonter les limites de leur statut. Rien ne symbolise mieux le penchant du marché à transformer l'enfant en un pseudo-adulte, à saper l'autorité parentale, et à favoriser un anonymat permettant d'échapper à la honte, que l'exemple d'une jeune fille de 13 ans organisant un rendez-vous avec un homme de 40 ans sur un forum de discussion sur Internet pendant que ses parents supposent qu'elle fait ses devoirs.

Mais il n'y a pas que de mauvaises nouvelles. Même si le marché a sapé le pouvoir des normes communautaires et posé la seule responsabilité de l'enseignement moral sur les épaules des parents individuels, tout en bombardant les enfants avec *Grand Theft Auto* et Paris Hilton, elle doit encore nous amener Gomorrhe. Or, aux États-Unis, les indicateurs de la santé morale des mineurs, comme les taux de violence et de vagabondage sexuel, ainsi que les attitudes rebelles envers les adultes, ont diminué ces dernières décennies, alors même que les médias électroniques ont accru la portée du marché.

Pourquoi ? Une des raisons est que les parents de la classe moyenne ont réagi aux chants des sirènes du marché en intensifiant leur vigilance. Leurs efforts ont parfois été ridiculisés, et pour de bonnes raisons. Mais l'hyper-parentalité est une réponse compréhensible aux dislocations qui viennent avec l'innovation du libre marché et témoigne en fait de la résistance, du moins au sein de la classe moyenne, de la famille bourgeoise, qui a évolué en réponse au capitalisme. Dans les communautés où les mères sont allées travailler, où la famille élargie s'est éloignée, et où les étrangers et les voitures se déplacent, les parents continuent de surveiller leurs enfants grâce à l'utilisation des téléphones cellulaires, des programmes parascolaires, des substituts comme les tuteurs et les entraîneurs, et, hélas, les programmes d'espionnage sur Internet et même des appareils GPS.

La santé morale relative des jeunes a également été renforcée, il faut le dire, par des encouragements sans relâche sur le marché libre de l'autodiscipline. Pour réussir dans l'économie du savoir d'aujourd'hui, les jeunes comprennent qu'ils doivent exceller à l'école. Malgré les tentations du consumérisme, les enfants de la classe moyenne et des futurs immigrants grandissent en sachant que l'éducation est cruciale pour maintenir ou améliorer leur statut et que la concurrence dans l'économie du savoir est vive. Dans l'ancien temps, les enfants imprégnés de l'éthique protestante faisaient leurs corvées ménagères et étaient polis. Les enfants d'aujourd'hui vont s'entasser dans les écoles et porter des sacs à dos de 15 kilos sur les épaules.



Cela signifierait donc que les critiques du marché se sont révélées fausses? Pas exactement. La célébration de l'hédonisme et de l'autonomie par le marché libre a eu son effet prévu sur ceux disposant de moins de capital culturel - les pauvres et, plus récemment, la classe ouvrière. Dans les communautés à faible revenu, l'assaut sur les normes de la maîtrise de soi et de la fidélité dans les relations personnelles a sapé à la fois la famille nucléaire et la famille étendue. Dans de nombreuses collectivités de ce type, le divorce et les naissances hors mariage deviennent la norme. Le travail de moralisation de la prochaine génération dans une économie de marché avancée est difficile dans les meilleures conditions. Pour les mères célibataires dans les communautés à faible revenu, où le chaos règne dans les écoles et les hommes responsables sont rares, cela peut s'avérer presque impossible.

Kay S. Hymowitz est *William E. Simon Fellow* au *Manhattan Institute* et rédacteur au *City Journal*. Son livre le plus récent est : *Marriage and Caste in America: Separate and Unequal Families in a Post-Marital Age*.



Tyler COWEN

« En moyenne non. »

En matière de morale, le marché libre fonctionne comme un amplificateur. En plaçant davantage de richesses et de ressources à notre disposition, il tend à renforcer et accentuer les tendances de caractère que nous possédons déjà, quelles qu'elles soient. Le résultat net est habituellement favorable. La plupart des gens souhaitent une bonne vie, pour eux, leurs familles et amis, et de tels désirs font partie d'un caractère moral positif. Les marchés rendent possible pour un grand nombre de personnes, à tous les niveaux de la société, de chercher et atteindre ces objectifs communs de l'homme.

D'autres caractéristiques du marché libre encouragent aussi les meilleurs « anges » de notre nature et découragent nos pulsions destructrices. Les gens qui se révèlent être bons pour coopérer avec les autres tendent à faire plus d'argent, par exemple. Ils trouvent plus facile de travailler avec des collègues, plus facile de communiquer avec les clients, et plus facile de vendre un plan d'affaires à des investisseurs en capital-risque. Plus nous sommes récompensés pour une telle coopération, plus nos caractères se déplacent dans une direction coopérative.

Dans un sens plus personnel, le libre marché permet également aux gens de réaliser une série de bonnes intentions. Les marchés permettent aux individus productifs de fournir un service exceptionnel à des générations de leurs frères humains : en inventant de nouveaux médicaments, en développant des dispositifs économisant le travail, ou en trouvant des moyens plus efficaces et moins chers de fournir de la nourriture au monde. La chance de devenir riche constitue souvent une incitation à de tels types de création ; et l'ego et l'ambition sont également des facteurs premiers. Mais il ne faut pas confondre ces motivations avec un caractère négatif. Les marchés nous permettent de subordonner notre désir de richesse et de distinction personnelle à nos impulsions plus altruistes. Ils nous incitent à faire le bien grâce à notre bon travail. Et, bien sûr, ils créent les moyens pour que les individus fassent don de leurs richesses et de leur travail à une série de causes philanthropiques.

D'un point de vue international, les attrait moraux des marchés sont clairs. Envisageons



l'immigration. Partout dans le monde, les gens ont tendance à migrer vers les sociétés favorables au marché et fuir les sociétés non favorables au marché ; et l'argent n'est pas le seul facteur de motivation. Ils sont aussi attirés par la possibilité de vivre dans un système qui offre une meilleure qualité de vie, et surtout par la possibilité d'échapper à des systèmes économiques moralement dégradants fondés sur la recherche de faveurs. Chaque année, *Transparency International* publie un indice des endroits les plus corrompus dans le monde pour faire des affaires. Les pays en tête la liste de l'an dernier ont été l'Iraq, la Birmanie et la Somalie. Les pays les moins corrompus sont le Danemark, la Finlande et la Nouvelle-Zélande, qui sont tous des économies de marché actives.

Est-ce à dire que les marchés ont causé l'absence de corruption ? Non, mais il est évident que l'ascension des marchés et le recul de la corruption font partie d'un fil commun et cohérent du progrès. L'une des fonctions les plus importantes des marchés est de créer un consensus autour de certaines attentes morales : que les accords sont contraignants, que l'honnêteté est attendue dans les transactions, que les acteurs économiques sont tenus pour responsables de promesses non tenues. Toutes ces idées ont des conséquences sociales positives bien au-delà du domaine du commerce, que tout observateur des sociétés de marché moderne peut constater.

Certaines précisions paraissent nécessaires. Tous les marchés ne sont pas « libres », dans le sens d'avoir des lois bien appliquées contre l'agression et la fraude. Le libre marché a également besoin d'un certain niveau de base en termes de confiance et une compréhension culturelle commune des règles du marché. Les marchés « corrompus », comme je les appelle, ne remplissent pas ces critères. Ils permettent à des malfaiteurs, comme des tueurs à gages ou la mafia, de commettre des crimes, et ils donnent aux entreprises trompeuses les moyens pour vendre des produits contaminés ou défectueux, ou (pour faire référence à des unes récentes) de fourguer des prêts hypothécaires qui sont trop beaux pour être vrais.

Il ne faut pas se leurrer en pensant que la définition plus large de l'intérêt personnel encouragé par les marchés est toujours noble. Essayer de faire avancer les objectifs de sa famille, de ses amis et de la communauté a certainement une dimension morale positive, mais elle peut aussi être accompagnée par l'envie, la cupidité, l'aveuglement, et une variété d'autres imperfections de l'homme. En rendant possibles davantage d'activités sociales de toute nature, le marché crée une plus grande latitude pour ces vices.

En tant qu'observateurs de la vie économique, beaucoup d'entre nous (surtout s'il nous arrive d'être journalistes ou universitaires) se concentrent trop souvent sur ces sortes d'exemples négatifs. Mais nous avons besoin de prendre du recul pour apprécier avec une vision plus large le progrès humain. Au milieu de la longue période de croissance économique et d'expansion qui est la nôtre, il est évident que les aspects positifs des marchés l'emportent de façon décisive sur leurs aspects négatifs. Cela est vrai non seulement en raison des avantages pratiques et matériels de la création de richesses, mais aussi en raison de son effet bénéfique sur la morale personnelle.

Tyler Cowen est professeur d'économie et directeur du *Centre Mercatus* à l'université George Mason. Son dernier livre est *Discover Your Inner Economist*, et il blogge à www.marginalrevolution.com.



Robert B. REICH

« Nous préférons ne pas savoir. »



La plupart d'entre nous sommes des consommateurs qui cherchent à obtenir les meilleurs prix possible sur le marché. La plupart d'entre nous sont aussi des êtres moraux qui tentent de faire de bonnes choses dans nos communautés et nos sociétés. Malheureusement, nos désirs de marché sont souvent en conflit avec nos engagements moraux. Alors, comment pouvons-nous faire face à ce conflit ? Trop souvent, nous l'évitons. Nous préférerions que les décisions que nous prenons en tant que consommateurs ne se reflètent pas sur nos caractères moraux. De cette façon, nous n'avons pas à faire de choix inconfortables entre les produits et services que nous voulons et les idéaux auxquels nous aspirons.

Par exemple, lorsque les produits que nous voulons peuvent être fabriqués à un prix plus avantageux à l'étranger, les meilleures offres que nous pouvons obtenir sur le marché peuvent se faire au détriment des emplois de nos propres voisins et de leurs salaires. Souvent les offres alléchantes se font au détriment de nos « Grand' rues » - le cœur de nos communautés - car nous pouvons obtenir des prix plus bas chez les détaillants de grande surface à la périphérie de la ville. En tant qu'acteurs moraux, nous nous soucions du bien-être de nos voisins et de nos collectivités. Mais en tant que consommateurs nous sommes impatients de rechercher des offres qui pourraient compromettre le niveau de vie de nos voisins et le voisinage de nos communautés. Comment pouvons-nous faire face à ce conflit? Habituellement, en l'ignorant.

De même, en tant qu'êtres moraux, nous voulons nous considérer comme les gardiens de l'environnement, avec l'intention de préserver les générations futures. Mais en tant que consommateurs, souvent nous ne tenons pas compte de cette aspiration morale. Beaucoup d'entre nous continuent à acheter des voitures qui crachent du carbone dans l'air, et certains d'entre nous passons beaucoup de temps à voler d'un endroit à l'autre dans les avions à réaction qui ont une empreinte carbone plus grande encore. Et nous achetons souvent des articles à bas prix en provenance de pays pauvres où les normes environnementales sont laxistes et où les usines déversent des produits chimiques toxiques dans les eaux ou des polluants dans l'air. Comment concilier notre position morale sur l'environnement avec nos habitudes d'achat ? Au-delà de l'achat occasionnel de produits « verts », généralement nous n'essayons même pas.

Nos transactions de marché ont toutes sortes de conséquences morales que nous préférons ne pas connaître. Nous pouvons faire de bonnes affaires parce qu'un producteur a réduit les coûts en s'implantant dans les pays pauvres et embauché des enfants qui travaillent douze heures par jour, sept jours par semaine, ou en éliminant les avantages sociaux en termes de santé et de retraite de ses employés américains, ou en faisant des économies sur la sécurité des travailleurs. En tant qu'êtres moraux, la plupart d'entre nous ne choisirait pas volontairement ces résultats, mais en tant que demandeurs d'offres alléchantes nous en sommes responsables.

En général, nous évitons d'aborder les conflits entre nos impulsions « de marché » et nos idéaux moraux de deux façons. Tout d'abord, si nous apprenons les résultats moralement répréhensibles tels que ceux que j'ai décrits ci-dessus, nous en attribuons la responsabilité aux producteurs et aux vendeurs plutôt qu'à nous-mêmes en tant que consommateurs. Nous pensons, par exemple, que les détaillants en grande surface sont entièrement responsables du fait de donner à leurs employés des salaires bas ainsi que du drainage des affaires au détriment des petits commerces, ou que les constructeurs automobiles sont responsables de la production de voitures qui émettent tant de pollution carbone.

Pourtant, cette logique est erronée. Les producteurs et les vendeurs ont généralement peu de choix et doivent réduire les coûts aussi bas, sinon plus bas, que leurs concurrents. Nos demandes incessantes d'offres alléchantes les obligent à opérer ainsi. Ils savent que s'ils ne parviennent pas à



nous offrir ce que nous voulons, nous sommes susceptibles de donner notre argent à leurs concurrents. Les résultats moralement répréhensibles que nous leur reprochons sont souvent les effets collatéraux inévitables de leurs tentatives de répondre à nos propres exigences pour des offres alléchantes.

La deuxième façon dont nous évitons de faire face à ces conflits est en compartimentant nos désirs de marché pour les isoler de nos conceptions morales. En réalité nous « blanchissons » notre argent par le biais du mécanisme de marché. Lorsque nous achetons auprès d'un vendeur qui est le franchisé local d'un détaillant géant, et que le détaillant géant obtient le produit à travers un réseau de distribution qu'il obtient lui-même auprès d'un fabricant, et que ce fabricant assemble des composants spécialisés d'un sous-traitant qui emploie à son tour des sous-traitants dans le monde entier, les conséquences sociales de notre achat sont si lointaines que nous pouvons facilement nous protéger de toute responsabilité morale. Nous ne voyons tout simplement pas le lien entre nos choix de consommation et, par exemple, l'enfant travaillant dans un pays pauvre ou nos voisins ayant perdu leur emploi et leurs salaires.

Bien sûr, certains consommateurs font leurs courses avec un œil sur ces conséquences morales très éloignées, et certaines entreprises se targuent de vendre des biens et services produits de façon socialement et moralement responsable. Mais l'expérience démontre que la plupart des consommateurs ne veulent que les bonnes affaires. Même si nous aimons nous associer à des marques responsables, la plupart d'entre nous ne veulent pas payer de supplément pour des produits responsables.

Le marché ne corrode pas notre caractère. Il nous permet plutôt, de ces deux manières, de nous protéger de tout véritable test de notre caractère. Il nous permet ainsi de conserver nos idéaux moraux, même quand nos choix sur le marché entraînent des résultats qui violent ces idéaux.

Si le mécanisme de marché étaient tellement transparent que nous ne pourrions éviter de connaître les effets moraux de nos décisions d'achat, sans doute choisirions-nous alors soit de sacrifier un peu de confort matériel pour le bien de nos idéaux ou de sacrifier les idéaux afin d'avoir le confort. Ce serait un véritable test. Sans cette transparence, nous n'avons pas besoin de sacrifier l'un ou l'autre. Nous pouvons obtenir les offres alléchantes et simultanément éviter nos scrupules moraux sans problème.

Robert B. Reich est professeur de politique publique à l'Université de Californie à Berkeley. Il a publié douze livres sur les politiques publiques et a servi dans trois administrations, plus récemment en tant que secrétaire du travail sous la présidence de Bill Clinton.



Ayaan Hirsi ALI

« Pas du tout. »

Il y a peu de consensus sur ce qui est moral, et encore moins sur ce qui corrode la morale. Un homme de foi mesure le caractère moral par la capacité de quelqu'un à se conformer aux exigences de son Dieu. Un socialiste peut mesurer la force morale par son dévouement à la redistribution des richesses. Un libéral - et j'entends par là un libéral classique, à la Adam Smith ou Milton Friedman, pas un libéral au sens américain de « pro-big-government » - peut être religieux, et il peut voir les mérites de l'égalité des revenus, mais il mettra toujours la liberté en premier. C'est le cadre moral auquel je souscris.



Selon cette école de pensée, la liberté de l'individu est le but suprême, et le test ultime de caractère d'une personne est sa capacité à poursuivre ses propres objectifs choisis dans la vie sans empiéter sur la liberté des autres à poursuivre leurs propres objectifs. Dans cette perspective, la libre activité économique entre les individus, les entreprises ou les nations renforce ces qualités souhaitables comme la confiance, l'honnêteté et le dur labeur. Les producteurs sont obligés d'améliorer sans cesse leurs produits et services. Le marché libre établit une méritocratie et crée des opportunités en termes de meilleurs emplois pour les étudiants qui travaillent dur à l'école. Le même mécanisme pousse les parents à investir plus de temps et d'argent dans l'éducation de leurs enfants. Les producteurs investissent dans la recherche et l'innovation pour battre leurs concurrents sur le marché.

Pour apprécier combien efficacement le marché libre renforce le caractère moral, il est utile de jeter un regard sur les systèmes économiques qui le compromettent ou le rejettent ouvertement. Partout où le communisme a été essayé, par exemple, il n'a pas simplement résulté dans de la corruption et des produits de qualité inférieure, mais aussi dans la peur, l'apathie, l'ignorance, l'oppression, et un manque général de confiance. L'Union soviétique et la Chine d'avant la réforme étaient moralement et économiquement en faillite.

Ou considérons l'ordre féodal caractérisé par l'Arabie saoudite. On y voit un monarque absolu, une hiérarchie religieuse qui renforce l'accaparement du pouvoir par la famille régnante, et plusieurs classes de serfs : la minorité chiite opprimée, le sous-prolétariat largement exploité des travailleurs immigrés, et les femmes, qui sont enfermées et maltraitées. La stagnation et l'oppression de la société saoudienne la rendent tout à fait immorale aux yeux d'un libéral classique. Contrairement au communisme, elle ne peut même pas se cacher derrière la feuille de vigne d'une plus grande « équité ».

Le libre marché a ses défauts moraux. Je peux voir pourquoi les critiques trouvent difficile de détecter la morale dans un système de marché qui permet à des jeunes filles de devenir immensément riches en se dandinant et en gazouillant à la télévision et à des jeunes hommes d'obtenir une prospérité obscène parce qu'ils peuvent faire du hip-hop sur des rythmes endiablés générés par la drogue. Un débat légitime existe également entre les partisans des marchés entièrement libres et ceux qui laissent entendre que les services vitaux tels que la santé et l'éducation exigent une mesure de surveillance de la part de l'État.

À mon avis, l'étendue des services publics d'aide sociale en Europe occidentale est excessive et contre-productive. Elle décourage l'innovation et récompense la dépendance, corrodant la fibre morale et la responsabilité individuelle en encourageant les gens à devenir paresseux et dépendants de l'État pour des choses qu'ils pourraient (et devraient) faire eux-mêmes. Dans une société de marché libre, où la liberté est première, les individus tendent à être plus créatifs et à innover; dans les Etats providence donnant la priorité à l'égalité, l'ingéniosité naturelle de l'homme est pervertie. Pour réussir, vous devez apprendre à « utiliser le système » plutôt que comment développer un meilleur produit. Le risque est évité, et la responsabilité individuelle est contrariée. Bien que, superficiellement, le système puisse sembler juste, il favorise la médiocrité et un sentiment d'être victime, et il décourage ceux qui cherchent leur propre excellence.

Les sociétés de libre marché sont sous le feu des écologistes aujourd'hui pour avoir prétendument ruiné la planète. Mais le débat passionné sur le réchauffement climatique et les implications morales des déchets et la pollution n'a émergé que dans les sociétés politiquement libres. En outre, pendant que les gouvernements débattent de la question de savoir si le réchauffement de la



planète est vraiment causé par l'homme, les acteurs économiques ont déjà commencé à intégrer ces préoccupations dans leurs productions et leurs investissements. Ils ont commencé à prendre des mesures pour construire des voitures plus économes en carburant et créer des systèmes abordables pour fournir des sources d'énergie alternatives. Le marketing « plus-vert-que-toi » est une force puissante au sein d'une catégorie donnée de consommateurs. Les entreprises font cela parce qu'elles sont des agents économiques rationnels. Les entreprises qui sont plus écologiques peuvent effectivement faire plus de profits que celles qui ignorent la morale environnementale.

Les riches sont-ils toujours avides? Il y a beaucoup de gens riches, décadents et insipides en Amérique. Mais il y a aussi de nombreux philanthropes très actifs, et effectivement grâce à certaines des personnes les plus riches dans le pays, il y a une nette amélioration de la sensibilisation du public dans la lutte contre les épidémies diverses. L'objectif d'éradiquer le paludisme, par exemple, pourrait être atteint plus tôt par des investisseurs privés que par les États ou les bureaucrates de l'ONU.

Ces hommes et femmes fortunés sont aussi fiers de leur contribution aux biens culturels tels que bibliothèques, concerts, musées, ou, dernièrement, une planète plus propre. La philanthropie individuelle très active qui caractérise l'Amérique peut dépendre du code des impôts, mais cela est intéressant en soi : un marché libre bien encadré peut être plus efficace dans l'amélioration du bien commun qu'une bureaucratie internationale pléthorique dirigée par les gouvernements.

Pour ceux qui recherchent la perfection morale et une société parfaite, un marché libre n'est pas la réponse. Au cours de l'histoire, la recherche de sociétés parfaites – c'est à dire le refus de reconnaître l'imperfection de l'homme – s'est presque toujours terminée dans la théocratie ou l'autoritarisme, ou encore l'anarchie violente. Mais pour ceux qui cherchent à travailler avec les défauts de l'homme de tous les horizons, et d'augmenter la somme des bonheurs individuels, le marché libre, combiné avec la liberté politique, est la meilleure voie.

L'Amérique est imparfaite, chaotique, parfois décadente, et souvent dure avec les faibles. Mais ses principes moraux sont beaucoup plus élevés que ceux des autres grandes puissances de l'histoire.

Née en Somalie, Ayaan Hirsi Ali a émigré en 1992 aux Pays-Bas, où elle a été membre du parlement de 2003 à 2006. Elle est l'auteur de best-seller *Infidel* et est chercheur à l'*American Enterprise Institute*.



John C. BOGLE

« Tout dépend. »

La réponse dépend entièrement du type de marché dont nous parlons et de ce que nous entendons par « morale ». Le prétendu « libre marché » d'aujourd'hui pourrait être décrit plus précisément comme un marché « enchaîné ». Nos régimes financiers et d'entreprises sont bien en deçà des hypothèses classiques de la structure parfaite, de la concurrence parfaite, et de l'information parfaite.

Dans la première édition de *L'économique*, un manuel que j'ai lu pendant ma seconde année à Princeton en 1948, le prix Nobel Paul Samuelson résumait fort bien la question: « le problème



avec la concurrence parfaite est ce que George Bernard Shaw a dit une fois du christianisme: 'Le seul problème avec lui est qu'il n'a jamais été essayé.' »

Un autre lauréat du prix Nobel, Joseph E. Stiglitz, a été encore plus sévère sur les échecs récents du marché libre. Ancien économiste en chef de la Banque mondiale, Stiglitz observe que les scandales d'entreprise de ces dernières années « impliquaient la quasi-totalité de nos cabinets d'expertise comptable, la plupart de nos grandes banques, beaucoup de nos fonds communs de placement, et une grande partie de nos grandes entreprises. » Sa conclusion : « Les marchés ne conduisent pas à des résultats efficaces, et encore moins des résultats s'accordant avec la justice sociale ».

Je dirais que l'effet est moins causal que le corollaire. La source de la crise financière actuelle a moins à voir avec le caractère fondamental des marchés, ou des personnes, qu'avec les changements structurels relativement récents dans le caractère de nos institutions financières et du capital. Il y a un peu plus d'un demi-siècle, nous vivions dans ce qui pourrait être décrit comme une société de propriété, dans laquelle des actions de sociétés étaient en grande partie détenues par des investisseurs individuels. Dans cette société, la « main invisible » décrite par Adam Smith au 18^{ème} siècle demeurait un facteur important. Le système était dominé par les investisseurs individuels, qui, poursuivant leur propre intérêt, non seulement promouvaient les intérêts de la société, mais faisaient montre de traits de caractère positifs comme la prudence, l'initiative et l'autonomie.

Mais ces dernières décennies, nous sommes devenus une société d'*agence*, celle dans laquelle les *managers* d'entreprises détiennent le contrôle d'entreprises géantes cotées en bourse sans pour autant y avoir des enjeux en termes de propriété. Appelez ça le capitalisme des *managers*. De même, les intermédiaires financiers qui détiennent maintenant le contrôle des voix dans les Conseil d'Administration de la « *Corporate America* » sont pour la grande majorité des agents des investisseurs individuels. Dans le début des années 1950, les individus détenaient 92 pour cent de toutes les actions des États-Unis, et les institutions juste 8 pour cent. Aujourd'hui, les particuliers ne détiennent que 25 pour cent tandis que les institutions - fonds communs de placement et fonds de pension - détiennent 75 pour cent.

Mais ces nouveaux *agents* ne se sont pas comportés comme les agents le devraient. Trop souvent, les entreprises, les gestionnaires de retraite, et les gestionnaires de fonds communs ont mis leurs propres intérêts financiers avant les intérêts des *principaux* qu'ils ont le devoir de représenter, ces 100 millions de familles qui sont les propriétaires de nos fonds communs de placement et les bénéficiaires de nos régimes de retraite. Cet échec n'est guère une surprise. Comme Adam Smith l'a dit avec sagesse, « les gestionnaires de l'argent d'autrui veillent [rarement] dessus avec la même vigilance anxieuse avec laquelle ... ils veillent sur le leur ... Il se donnent très facilement une dispense. Négligence et profusion doivent toujours prévaloir. »

De plus, le système de marché libre a été dégradé parce que nos nouveaux agents institutionnels, non seulement semblent ignorer les intérêts de leurs investisseurs « *principaux* », ils semblent aussi avoir oublié leurs *principes* d'investissement. Dans la dernière partie du 20^{ème} siècle, la préoccupation principale de la stratégie d'investissement institutionnel passa de la sagesse de l'investissement à long terme à la folie de la spéculation à court terme.

Lorsque les *propriétaires* à long terme des actions deviennent les *locataires* à court terme des actions, et quand le prix temporaire de l'action a priorité sur la valeur intrinsèque de la société elle-même, les préoccupations en termes de gouvernance d'entreprise sont la première victime. La tâche la



plus importante de l'administrateur de sociétés est d'assurer que le management crée de la valeur pour les actionnaires, et pourtant cet objectif est secondaire pour notre nouvel agent / nos nouveaux investisseurs.

Quant au caractère moral, il est un absolu. On l'a ou on ne l'a pas. Donc, si le caractère moral de notre société d'aujourd'hui s'érode (comme je le crois), il ne peut s'ensuivre que moins d'entre nous exhibent un caractère solide. Le changement d'un marché libre vers un marché « enchaîné » a-t-il contribué à cette évolution? Certainement. Les valeurs de nos dirigeants financiers et des entreprises se sont détériorées. Il n'y a pas si longtemps la règle semblait être, « il y a certaines choses que l'on ne fait tout simplement pas ». Appelons ça de l'absolutisme moral. Aujourd'hui, la règle commune est « si tout le monde le fait, je peux le faire aussi. » Il peut y avoir aucun autre nom pour ce point de vue que « relativisme moral ».

Ce changement permet d'expliquer certaines des aberrations récente sur le marché libre. Nous avons vu des tentatives d'administrer les prix des biens et services que nous vendons, l'augmentation insensée de la rémunération des dirigeants (il y a 30 ans, les directeurs gagnaient 40 fois la rémunération de l'ouvrier moyen ; aujourd'hui, le chiffre est plus de 500 fois); d'ingénierie financière dans les états financiers vérifiés des entreprises afin de présenter l'illusion de la croissance durable des bénéficiaires ; les montants scandaleux des fonds versés aux lobbyistes engagés pour façonner le droit en faveur des riches et des puissants ; l'excès de prise de risque et la coutume innovation financière de notre système bancaire.

Maintenant que la crise financière est avec nous, cependant, le fardeau tombe largement non pas sur les quelques irresponsables qui l'ont créé mais sur les nombreuses personnes qui, contre le conseil de l'épargne traditionnelle et de la prudence, ont été attirés - à savoir, les investisseurs en obligations hypothécaires surcotées et les emprunteurs dont les maisons sont saisies à des niveaux records. Le capitalisme « enchaîné » a en effet corrodé notre caractère moral, à la fois par la privatisation de la récompense du marché et (sous la forme de plans de sauvetage fédéraux) de la socialisation de ses risques. Les deux constituent une trahison du marché libre et à ses vertus véritables. Notre société a un intérêt majeur à exiger des valeurs morales plus élevées dans un système de marché moins enchaîné.

John C. Bogle est le fondateur et ancien PDG de *Vanguard* et président du Centre Bogle de Recherche sur les Marchés Financiers. Ses nombreux livres comprennent *The Little Book of Common Sense Investing and Enough: True Measures of Money, Business, and Life* publié cet automne.



Rick SANTORUM

« Non. »

En fait, les marchés ont besoin de caractère moral s'ils doivent être vraiment libres, et des marchés vraiment libres, à leur tour, promeuvent le caractère moral. Mais les marchés libres ne sont pas garants de la morale. Comme le montre aujourd'hui l'environnement culturel, le libre marché tend à accroître certains risques moraux.

En tant que politicien, je pourrais sembler moins apte à répondre à cette question qu'un économiste. Mais en tant que politicien, j'ai appris beaucoup de choses dans les années que j'ai



passées à discuter de la liberté, de la morale et de l'économie avec des milliers d'Américains. Ces expériences m'ont appris que le mot le plus important dans le « libre marché » est « libre » - qu'un marché libre est davantage une réalité politique et morale qu'économique.

Le marché libre dépend et récompense de nombreuses vertus humaines. Par exemple, les acteurs du marché doivent développer la vertu de prudence – le soin, la prévoyance, et un jugement correct quant aux meilleures façons d'appliquer une règle générale dans des circonstances particulières. Les acteurs du marché doivent faire des promesses et les tenir, même quand une erreur de jugement signifie qu'il n'est pas rentable de respecter une promesse particulière. Ces habitudes résultent en un capital social augmenté, ce qui est le meilleur lubrifiant pour la machine du libre marché.

Le succès sur le marché libre dépend du labeur et du zèle. Les participants paresseux ou manquant de persévérance ne durent pas longtemps en affaires. En outre, la participation directe dans une économie de marché favorise l'autonomie et un sain individualisme. Les participants ont l'habitude de voir les problèmes comme des opportunités et de les résoudre par leurs propres efforts.

Mais ici nous rencontrons notre premier contrôle. Les critiques accusent souvent les marchés libres et la motivation du profit de promouvoir un individualisme égoïste malsain, qui élève la préoccupation de soi par-dessus tout et heurte les obligations sociales. Mais l'individualisme est parfaitement compatible avec la solidarité sociale et la charité envers autrui. En fait, l'individualisme sain - la croyance d'un individu dans sa propre puissance à subvenir à sa famille et à soi-même, à provoquer des changements sociaux nécessaires - est la condition nécessaire de la solidarité envers ses congénères et de la charité envers autrui dans le besoin. En effet, comme George Gilder l'a défendu avec éloquence, les acteurs dans une économie de marché sont par nature orientés vers le service aux autres : ils découvrent les besoins raisonnables d'autrui et les satisfont avec des produits et des services utiles.

Bien que les économies de marché ont tendance à promouvoir et récompenser de nombreuses vertus, il ne faut pas assimiler l'économie de marché avec la vertu et la morale. Premièrement, les marchés ne peuvent pas exister sans normes morales, sans droits et obligations tels que la propriété privée et l'échange pacifique. De nombreux économistes expliquent des questions morales basiques telles que la propriété, l'illégitimité du vol, et même l'illégitimité de l'esclavage en termes de la prétendue « efficacité » de ces normes. Qu'ils le fassent. Mais il est impossible de déduire les normes fondamentales qui rendent possible le libre marché des principes du libre marché eux-mêmes. La raison : l'analyse en termes d'« efficacité » dépend de l'échange volontaire et pacifique, qui dépend du respect juridique ou social d'un ordre moral préexistant.

Deuxièmement, alors que les marchés libres peuvent contribuer à la vertu et la morale, ils ne sont nullement leurs garants. Les facteurs du marché tels que la motivation du profit peuvent devenir déséquilibrés et trop se transformer en une priorité, conduisant à la cupidité et à l'égoïsme. La solution n'est pas de condamner l'économie de marché, mais plutôt d'enseigner à ses participants de se concentrer sur le service aux autres à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des échanges économiques, et de maintenir le profit et l'intérêt personnel en équilibre avec la famille, les besoins communautaires et la promotion de la confiance et d'autres biens sociaux. En outre, le principe de base du marché consistant à faire des profits en répondant aux besoins des autres peut causer des problèmes si les besoins en question sont des vices. Bien que les acteurs du marché doivent être prudents et ne pas imposer un puritanisme étroit à leurs clients, il y a des points où la recherche du profit peut dépasser clairement les frontières morales.



Cette tension pose une question plus large au-delà des marchés libres : la liberté elle-même corrode-t-elle la morale ? En regardant l'état lamentable de la culture américaine contemporaine, on pourrait être tenté de répondre que oui. Nous sommes constamment bombardés de statistiques peu encourageantes sur l'état de la décadence morale, de la pornographie à l'infidélité conjugale en passant par l'usage de drogues ou la criminalité. Cette dégradation a entraîné de la transformation de la liberté, mieux définie comme la liberté avec responsabilité, en licence, la liberté de faire ce que l'on veut, indépendamment des effets sur les autres.

La conception de la liberté des fondateurs de l'Amérique en tant que liberté ayant un sens, orientée vers quelque chose de plus important que soi-même, diverge fortement de la vision qu'a aujourd'hui la *pop culture* de la liberté en tant qu'absence de toute restriction aux pulsions et désirs immédiats. Le Pape Jean-Paul II opérait à juste titre une distinction entre la vraie liberté de faire ce que nous devons faire d'une manière qui rend l'utilisation de notre situation unique et de nos talents uniques - la liberté des moyens - à la fausse liberté de faire ce que nous voulons, quelque ignoble soit le but ou le désir - la liberté des fins. Les buts de l'homme et les biens de l'homme, qui nous sont donnés par notre nature, ne sont pas des choses que nous pouvons librement définir et redéfinir. Nous ne nous épanouissons pas quand nous faisons ce que nous voulons au moment *t*, mais lorsque nous choisissons des biens plus élevés et des objectifs à long terme. Ce genre de dynamique de l'homme exige de l'autodiscipline et de la créativité.

En fin de compte, comme nous le trouvons trop souvent aujourd'hui aux États-Unis, la vision licencieuse de la liberté conduit à un mépris de la morale et du licite. Cette tendance se traduit concrètement par moins de liberté, parce que les gens deviennent esclaves de leurs passions et finissent par ne plus tenir compte des droits et empiètent sur la liberté d'autrui. Cette compréhension licencieuse de la liberté sape le bon fonctionnement des marchés libres, qui dépendent de l'honnêteté, de la confiance, de la responsabilité, de l'autonomie, et du fait de fixer et tenter d'atteindre des objectifs à long terme.

Les marchés libres ne corrodent pas le caractère moral, mais ils peuvent augmenter le risque de certains types de problèmes moraux. Et tandis que les marchés libres jouent sans aucun doute un rôle important dans la promotion de la vertu, des familles et des communautés fortes sont nécessaires pour favoriser la vertu individuelle et la liberté que cette vertu permet. Comme d'autres aspects d'une société libre et juste, les marchés libres dépendent de la morale individuelle – du fait d'apprivoiser nos passions et pulsions égoïstes et de choisir les objectifs qui nous sont donnés par la Nature et le Dieu de la Nature.

Rick Santorum, sénateur américain de la Pennsylvanie de 1995 à 2007 et membre de la Chambre des représentants américaine de 1991 à 1995, écrit une chronique bimensuelle dans le *Philadelphia Inquirer* et est un membre de l'*Ethics and Public Policy Center*.

